

CNSA**MARNDR****FLASH INFO
SECURITE
ALIMENTAIRE****USAID**

Dépôt légal # 04-08-337

ISSN: 1812-9811

Dans le cadre de sa mission d'informer et de faciliter la concertation entre tous les partenaires concernés par la sécurité alimentaire, la C.N.S.A en collaboration avec le FEWS-NET publie ce bulletin mensuel qui se veut un outil d'alerte précoce, de diffusion des données sur la sécurité alimentaire et d'intégration des interventions dans ce domaine.

ALERTE PRECOCE:**PAS D'ALERTE****MISE EN GARDE****AVERTISSEMENT****AVIS D'URGENCE****FLASH INFO N° 29 / Période couverte : Octobre 2007****Publication : Novembre 2007****Résumé et implications**

De fortes pluies se sont abattues sur l'île de Quisqueya en fin octobre-début novembre, suite au passage de la tempête tropicale Noël dans la région. Ces pluies, les plus abondantes depuis la tempête Jeanne en 2004, ont provoqué de graves inondations, des pertes en vies humaines et de lourds dommages aux infrastructures (maisons, routes). En Haïti, Noël a causé, selon les évaluations officielles, 66 décès.

Si les pluies ont été meurtrières et dévastatrices dans les localités touchées, elles ont été favorables aux cultures dans les zones non atteintes. Les cultures de la saison (dominées par le sorgho et le pois congo) n'ont à aucun moment de leur croissance connu des déficits hydriques. Il est, par conséquent, permis de croire qu'au niveau national, l'accroissement de production dans la plus grande partie du pays fera plus que compenser les lourdes pertes causées localement par les inondations. Cependant, les impacts de Noël ont surtout été ressentis au niveau de la dégradation des ressources naturelles de base, mettant en danger la sécurité alimentaire dans le long terme.

Les prix des produits alimentaires importés ont connu une légère hausse durant le mois d'octobre. Cependant, on a noté une plus grande disponibilité au niveau des produits locaux sur le marché, notamment le haricot, dont le prix a légèrement baissé. En dépit de cette baisse de prix, les ménages frappés par les événements de la saison, comme la tempête tropicale de Noël, auront à faire face à des jours difficiles en termes d'accès aux aliments, puisqu'une partie de leur revenu sera utilisée aux fins de recapitalisation.

Pour atténuer les effets de prochaines catastrophes et d'en prévenir de plus graves à l'avenir (très probables en raison des changements climatiques), des programmes ambitieux appropriés devraient préparés et mis en chantier sans tarder. Dans ce cadre, les actions suivantes paraissent prioritaires:

1. démarrer rapidement les programmes de réduction de la pauvreté et de développement économique et social, en y incluant des éléments de réduction de vulnérabilité et de création de résilience face aux désastres naturels, tels que les inondations, glissement de terrain et sécheresse;

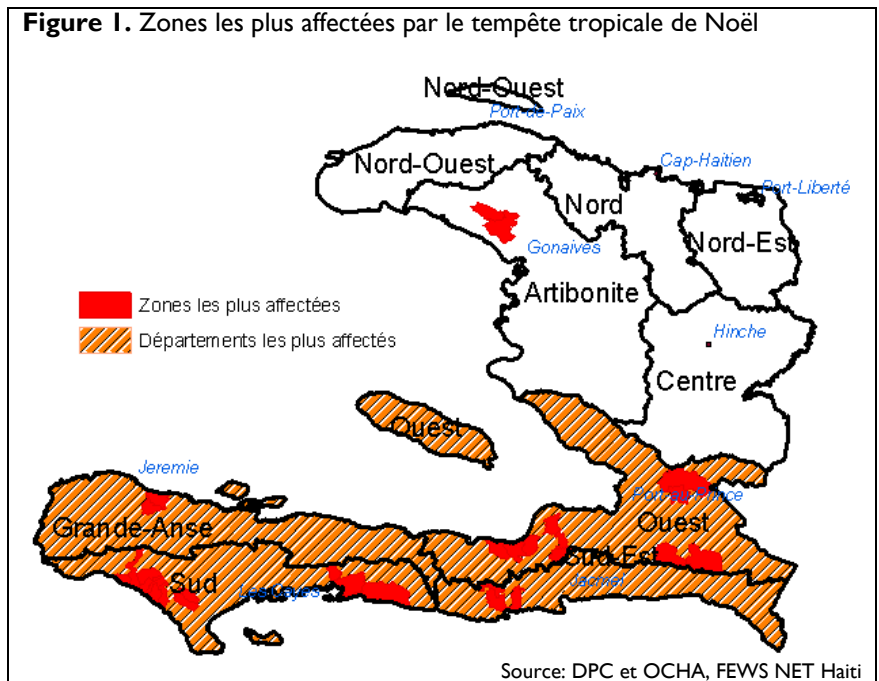


Contacts: Reynold ST VAL à rsaintval@cnsahaiti.org ou Epitace Nobera à haiti@fews.net
CSNA 7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti Tél-Fax. : (509) 237-3055, 257-6333, 527-2633
www.cnsahaiti.org et www.fews.net

2. mieux coordonner les dispositifs opérationnels et organisationnels de secours aux désastres en vue d'atténuer rapidement les souffrances des populations affectées ciblées; et
3. accélérer le processus de protection des bassins versants (impliquant, entre autres, le reboisement) tel qu'inscrit dans le programme de nombreuses institutions.

Suivi des risques et des désastres

Les prévisions météorologiques qui ont été faites dès le début de la saison sont encore en train de se matérialiser, à près d'un mois de la fin de la période normale des cyclones. Le mois d'octobre a connu le passage de deux dépressions tropicales qui ont pratiquement traversé tout le pays. La première, au tout début du mois, a produit des pluies d'intensités moyennes, qui ont été plutôt bénéfiques à la mise en place, la croissance et le développement des cultures. La deuxième dépression tropicale, correspondant au cyclone Noël, a été dévastatrice. En effet, du 29 octobre au 4 novembre, les conditions météorologiques créées par le passage du cyclone Noël dans la région ont provoqué des pluies intenses et incessantes, occasionnant de graves inondations, surtout dans les zones de plaines (Figure 1) et le long des berges des rivières en débordement. Après Jeanne, Noël reste la tempête tropicale la plus meurtrière et la plus dévastatrice que le pays n'ait connue au cours des dix dernières années. Le tableau 1 de la page 4 présente une liste plus complète des communes qui ont connu de dégâts consécutifs à ces inondations.



Des rapports détaillés de la Direction de la Protection Civile (DPC) et relayés par l'agence des Nations Unies pour les affaires humanitaires (OCHA) sur les dégâts enregistrés ainsi que les secours déjà apportés ou encore nécessaire, ont été régulièrement fournis; ce bulletin les complètera en centrant l'analyse sur la sécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement. D'après le rapport DPC/OCHA du 9 novembre 2007, les inondations consécutives au passage de Noël ont causé les dégâts suivants: 66 pertes en vies humaines (dont 29 et 13 des cas de décès sont respectivement enregistrés au niveau des départements de l'Ouest et du Sud); 17 disparus; 126 blessés; 14.776 familles sinistrées (dont 6.341 dans le Sud); 6.046 personnes hébergées; 2.01 maisons détruites (dont 922 dans l'Ouest); 12.020 maisons endommagées (dont 5.567 dans le Sud).

Le département de l'Ouest dans lequel se concentre une grande population vivant dans la plaine et renferme beaucoup de zones d'habitat très vulnérables, a été le plus affecté. Le Département du Sud viendrait ensuite, mais, au vu des autres facteurs de vulnérabilité qui les affligent (vulnérabilité aux cyclones, taux plus élevés de pauvreté et de malnutrition), les départements de la Grande Anse et du Sud-Est, ces deux derniers mériteraient, au-delà des premières interventions d'urgence, une attention toute particulière. Une observation mérite cependant d'être faite en ce qui concerne la perte regrettable de nombreuses vies humaines. Les maisons (inondées ou en train d'être emportées dans les glissements de terrain) s'effondrant sur les gens et les noyades ont été les principales causes de décès. Ces causes sont susceptibles d'être largement éliminées dans le cadre de la gestion proactive des risques, et les progrès déjà réalisés en particulier par la DPC en termes d'alerte précoce et d'évacuations.

Il y a lieu de rappeler qu'environ 13 à 17 tempêtes tropicales avaient été prévues pour cette saison cyclonique dont trois à cinq cyclones majeurs. A ce jour, la région a connu 14 tempêtes tropicales nommées, dont quatre ont atteint le niveau de

cyclone. Mais parmi ceux-là, un seulement (Dean) a effleuré les côtes haïtiennes. En dépit des dégâts occasionnés par Noël, elle était restée au moment où ses effets touchaient Haiti au stade de tempête tropicale, et non de cyclone (fortes pluies accompagnées de fortes rafales de vent); ses effets dévastateurs ont, donc, davantage été le résultat d'une plus grande vulnérabilité de la population qu'à la sévérité même de l'événement. Les cyclones et fortes pluies restent encore possibles d'ici la fin novembre (fin de la saison cyclonique), d'autant que les agences spécialisées telles que la National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA) et l'International Research Institute for Climate and Society (IRI) de l'Université de Columbia prédisent encore des probabilités de pluies supérieures à la normale (40 pour cent supérieurs, 35 pour cent égales et seulement 25 pour cent inférieures à la normale) jusqu'en février 2008. On peut donc espérer que de graves inondations comme celles qui sont survenues en fin octobre - début novembre ne se reproduiront pas au cours de la saison.

Impacts des inondations sur la sécurité alimentaire

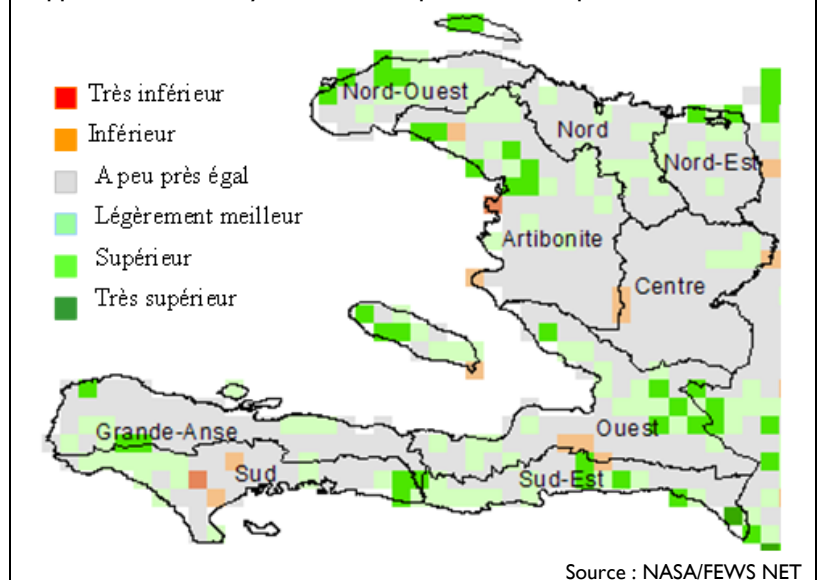
L'impact, au niveau national, des inondations ou d'autres catastrophes naturelles sur l'insécurité alimentaire à court et à long terme doit être évalué sur la base des trois principales qui composent la sécurité alimentaire: 1) la disponibilité des aliments, 2) leur accès économique sur les marchés, et 3) leur utilisation biologique par l'organisme.

En Haïti, la disponibilité des aliments est une fonction des importations aussi bien que la production nationale. Ce pays est fortement dépendant des importations, car l'on estime que les besoins alimentaires d'Haïti sont couverts à seulement environ 40 pour cent par la production nationale. Par conséquent, la majorité des ménages haïtiens, en particulier les plus vulnérables, dépendent des marchés pour se nourrir, et ce sont les conditions d'accès économiques aux aliments qui seront les plus déterminants de la sécurité alimentaire. Or celles-ci dépendront surtout des revenus et des prix sur les marchés, les prix qui, eux-mêmes, varient en fonction de divers paramètres, tels que la production agricole, la demande d'emplois et les politiques en matière de commerce.

Impacts des inondations sur la disponibilité alimentaire

Le bon déroulement de la saison agricole pratiquement partout dans le pays a subitement été remis en cause par la tempête tropicale de Noël et les inondations qu'elle a provoquées dans le département de l'Ouest et dans la péninsule du Sud (Sud, Sud Est, Grand Anse). Dans les localités les plus touchées par ces inondations, les destructions ont porté non seulement sur les maisons et les biens domestiques, mais aussi sur les cultures (Tableau 1). La perte de bétail a été aussi signalée un peu partout dans le pays, ce qui va affecter la production animale et les revenus agricoles des ménages. Les animaux sont en effet d'importantes sources de revenus (sauf pour les familles les plus pauvres qui n'en possèdent pas). Les cultures endommagées et dans certains cas emportées, constituent, pour certaines familles, la principale source de revenus et/ou de nourriture.

Figure 2. Comparaison entre l'indice NDVI d'octobre 2007, par rapport à l'indice moyen 1982-2006 pour la même période



Ni la valeur des dommages occasionnés ni le coût des interventions encore requises ne sont encore bien établies. Mais, si celles-ci devaient inclure les activités de réhabilitation et de prévention pour ralentir la dégradation accélérée de l'environnement et la perte du capital terre occasionnée par les dernières inondations, ce coût sera certainement très élevé.

De l'autre côté, les cultures des zones non-inondées n'ont jusqu'ici connu aucun stress lié au déficit hydrique. Même les fortes pluies de la deuxième moitié du mois d'octobre ont été plus favorables que défavorables aux différentes cultures en place (pois congo, sorgho, maïs, haricot), surtout sur les plateaux et dans les mornes. Les visites de terrain aussi bien dans les zones affectées que dans les zones non affectées par les inondations, et l'imagerie satellitaire de la verdure au sol (Figure 2), suggèrent que le pays est exceptionnellement verdoyant. L'accroissement de la production, surtout de sorgho et de pois congo dans les zones non affectées (représentant sans doute la grande majorité des superficies emblavées dans la saison), va très probablement faire plus que compenser les lourdes pertes locales causées par les inondations. Il y a dès lors de bonnes chances que la performance de la saison soit supérieure à celle de l'année dernière (elle-même satisfaisante) où le cyclone Ernesto avait occasionné beaucoup plus de dégâts du strict point de vue agricole.

Tableau I. Résumé de l'évaluation rapide des dégâts agricole causé par la tempête tropicale Noël

Département	Nombre de communes touchées	Types de dégâts
OUEST	12 communes affectées	Destruction de nombreuses parcelles agricoles; pertes de bétail et endommagement de quelques systèmes d'irrigation.
SUD EST	Toutes les communes du Sud Est ont été touchées	Pertes de bétails et de jardins, matériels de pêche emportés.
SUD	11 communes affectées	Pertes de matériels de pêche, inondations de rizières, pertes de bétails et de plantations.
GRANDE ANSE	11 des 12 communes de ce département ont été affectées.	Dégâts agricoles
NIPPES	Toutes les communes de ce département ont été affectées.	Détérioration de routes, dégâts agricoles.
ARTIBONITE	10 communes affectées	Pertes de cultures maraîchères et de bétail et ensablement de canaux d'irrigation
CENTRE	3 communes affectées	Dégâts agricoles
NORD EST	9 communes touchées	Glissement de terrain et inondation de rizières.
NORD	10 communes affectées	Pertes de plantations (bananiers, arachide) et de bétails.
NORD OUEST	Toutes les communes du Nord-Ouest ont été affectées.	Les cultures maraîchères et les bananeraies ont été les plus touchées. On a noté également des chutes importantes de fruits à Mare Rouge et la destruction de voiliers dans les villes côtières.

Source : MARNDR

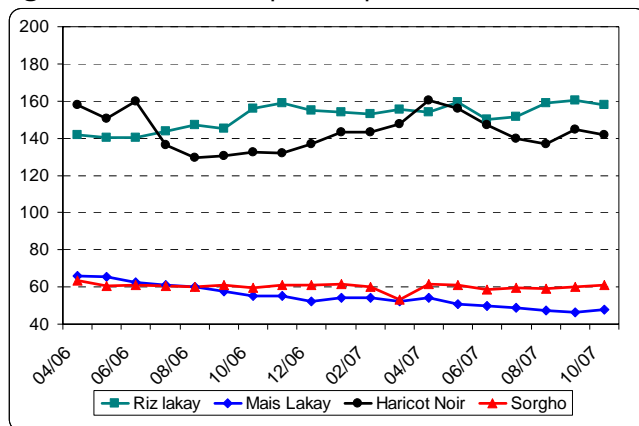
Bien que l'impact des inondations ait été très grave dans les localités touchées, l'effet net au niveau national des fortes pluies de fin octobre - début novembre au niveau des récoltes anticipées semble être toujours plutôt favorable sur les cultures. En effet, les eaux se sont retirées des champs après quelques jours, laissant intactes les bananeraies ou d'autres plantations, car il n'y avait généralement que peu de vents qui ont renversé les champs cultivés. D'autre part, les plantations non inondées ont continué à se développer, malgré les fortes pluies. Même dans les zones inondées, la replantation du haricot et les maraîchères est toujours possible. Il faudrait cependant pour cela qu'une distribution ciblée des semences soit faite dans certaines localités touchées.

Impact des inondations sur l'accès à la nourriture

S'agissant de l'accès à la nourriture au cours du mois, on constate que la tendance stable ou baissière des prix des aliments de base produit localement (Figure 3) semble confirmer l'hypothèse d'amélioration de la production vivrière de la saison, au niveau national, en dépit des fortes pluies connues au mois d'octobre. Le fait que la production de maïs et de haricot continue dans le pays, et que la récolte de sorgho et de pois congo vient aussi à démarrer, exerce aussi une pression baissière normale sur les prix en cette période de l'année. Toutefois, il convient de souligner que les familles qui ont perdu le gros de leurs biens au cours des inondations auront, quand même, des problèmes d'accès aux aliments, même si les prix baissent sur les marchés, car une partie de leurs revenus (à supposer qu'ils n'auront pas perdu leurs moyens normaux d'existence) servira à se rééquiper.

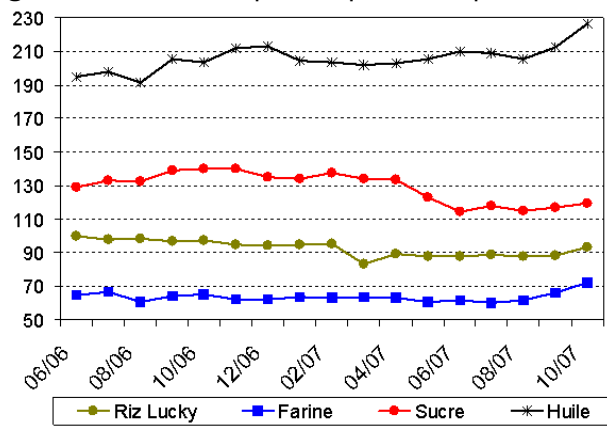
Les prix des aliments importés ont eu tendance à augmenter au cours du mois d'octobre (Figure 4). Cette hausse, conjuguée avec les risques d'augmentation du prix à la pompe du carburant, causera probablement une résurgence de l'inflation dans les prochaines semaines. Ceci détériorera encore plus la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, car ils auront encore plus de mal à acheter des aliments en quantité et en qualité requises.

Figure 3. Évolution des prix des produits locaux



Source : CNSA/FEWS NET

Figure 4. Évolution des prix des produits importés



Source : CNSA/FEWS NET

Impact des inondations sur l'utilisation de la nourriture

Dans les zones les plus frappées par les inondations, celles-ci risquent aussi d'affecter la composante "utilisation des aliments" de la sécurité alimentaire. En effet, de l'eau continue à stagner dans certaines zones, plusieurs semaines après le début des fortes pluies d'octobre. Cela prévaut dans certaines parties de la zone métropolitaine de Port au Prince, dans la ville de Gonaïves et ses environs, à Grande Salines, etc... Bien que la malaria ne soit normalement pas endémique en Haïti, cette eau stagnante fournit actuellement des conditions idéales de multiplication des moustiques, dont certains seront porteurs de malaria. La recrudescence de la dingue est aussi à craindre. La perte de petits ruminants (cabris) qui constituaient de revenus bonnes sources et de protéines va sans doute aussi affecter certaines familles. Les familles relativement aisées, les seules à posséder de tels animaux, sont en général à l'abri des problèmes de malnutrition infantile par exemple, mais parmi celles qui ont été les plus affectées, certaines pourraient sans assistance extérieure rejoindre le lot des familles très pauvres exposées davantage aux problèmes de malnutrition. Une assistance en nourriture, vêtements, kits sanitaires, et autres articles de première nécessité, est déjà fournie dans les centres d'évacuation qui ont accueilli les familles des zones inondées, surtout en zone métropolitaine, mais le gouvernement et les autres intervenants sur le terrain doivent maintenant accroître la surveillance de risques d'épidémies et se préparer à une intervention rapide éventuelles pour prévenir ou arrêter la progression de diverses maladies liées à l'eau.

La conséquence la plus grave des récentes inondations est sans doute l'aggravation de la dégradation de l'environnement et de la vulnérabilité aux futures inondations

Les récentes inondations de la tempête tropicale Noël ont provoqué des dégâts de diverses natures, incluant les dommages causés à l'environnement physique. Les impacts directs de Noël (pertes de vies humaines, de plantations, de bétail et d'infrastructures) n'ont directement touché qu'environ 0,5 pour cent des ménages. Mais les plus grandes secousses ont été ressenties au niveau des ressources naturelles, qui sont la base de la survie même de la population. Les analyses faites par quelques observateurs, confirmées par des visites de terrain de CNSA et FEWS NET, font état de dommages graves à l'environnement physique, tels l'élargissement des lits de rivière dans les espaces agricoles (perte de terres agricoles) ou aux voies de communication (routes, ponts). De nouvelles ravines sont apparues et les anciennes ravines se sont creusées et élargies davantage. La couche arable du sol se perd chaque saison dans la mer. La dégradation des ressources naturelles représente, actuellement, un fléau qui menace de nombreux systèmes écologiques du pays et mettre à risque le tarissement complet de certaines sources (toute l'eau de pluie ruisselle à grande vitesse au lieu de s'infiltrer en partie). Un tel résultat compromettra la production agricole et amplifiera la crise alimentaire et d'autres crises socio-économiques graves que connaissent certaines catégories de ménages du pays.

La première considération est l'urgence d'intervenir, au niveau structurel, pour stopper le processus de dégradation de l'environnement dans les bassins versants et les réhabiliter, afin d'éviter la répétition de catastrophes du type des inondations de Mapou et Fonds Verettes /Jimani de mai 2004.

La seconde considération, d'ordre financière, est l'intérêt pour l'État avec l'appui des bailleurs de fonds, d'intervenir en aval, à travers des aides d'urgence et de réhabilitation en vue de réaliser des travaux de correction de ravines, de restauration des ponts emportés ou des routes endommagées. Ceci réduirait considérablement la vulnérabilité de nombreuses familles. A titre d'exemple, on a vu qu'à Ganthier, dans le Département de l'Ouest, des logements naguère construits à une distance confortable des rivières se trouvent maintenant au bord des berges, et que d'autres sont à une dangereuse proximité de ravines qui se sont formées récemment. Les chefs de ménages rencontrés lors de la visite rapide sont conscients que les prochaines grandes inondations vont aussi probablement emporter leurs biens ou même leurs vies, comme c'est arrivé à des voisins.

Conclusion et recommandations

Sans minimiser les dégâts occasionnés par les inondations, qui ont provoqué beaucoup de décès et de destructions de maisons, champs et autres biens dans certaines localités du pays, il est permis de croire que les effets des pluies du mois de septembre et d'octobre 2007 ne vont pas résulter, à court terme, en une aggravation de l'insécurité alimentaire au niveau national. Cependant, les populations directement touchées ont nécessité, et nécessitent encore des aides d'urgence. Au-delà des aides d'urgence, c'est aux mesures de déduction de la pauvreté et de la vulnérabilité qu'il faudrait accorder encore plus de priorités. En effet, l'aggravation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire est très inquiétante à long terme, en raison notamment de l'état de dégradation actuelle de l'environnement et du fait que les extrêmes climatiques, dont les cyclones et les tempêtes tropicales, vont arriver de plus en plus fréquemment en raison du changement climatique. De ce fait, il y a non seulement besoin d'intervenir au niveau des secours d'urgence, mais aussi et surtout au niveau de la préparation et de l'exécution de programmes et investissements à long terme, destinés à restaurer et à durablement conserver le capital environnemental et physique du pays. Ce travail pourra impliquer des experts nationaux et internationaux. Apporter uniquement des secours d'urgence serait s'attaquer seulement aux symptômes en ignorant les problèmes structurels qui en sont les causes.

Les interventions les plus susceptibles de répondre à atténuer durablement les effets des récentes inondations, et d'en prévenir de pires dans un avenir plus ou moins proches, pourraient inclure les suivantes :

1. Venir en aide d'urgence aux familles les plus affectées, en favorisant dans la mesure du possible la restauration des modes de vie existants. Les types d'assistance devraient comprendre le soutien dans la création d'emplois, surtout en milieux urbains et périurbains. Les familles dont le mode de vie dominant est l'agriculture pourraient avoir besoin de semences de haricots et/ou de cultures maraîchères, dépendant des zones, pour éventuellement ressemer, si possible avant décembre.
2. Aider à réduire le niveau et la vitesse de ruissellement des eaux de pluies dans les mornes, dans le cadre de programmes de gestion des eaux et du sol et de protection des bassins versants. Plus en aval, il conviendrait d'entreprendre des actions complémentaires pour stopper la formation de nouvelles ravines et le creusement et l'élargissement accélérés des ravines et des lits de cours d'eau.
3. Supporter les efforts de curage des canaux d'évacuation des eaux et de meilleure gestion des immondices dans les agglomérations. Le curage et le bon entretien des canaux dans les zones irriguées, ainsi qu'une vigilance et une préparation accrues face aux risques d'épidémies liées à l'excès d'eau, sont aussi recommandés.
4. Appuyer l'entretien préventif des routes et ouvrages d'art (ponts) car les fortes pluies et les inondations les rendent encore plus fragiles et plus susceptibles d'être complètement démolies lors des prochaines fortes crues de rivières.
5. Malgré son coût considérable et d'autres difficultés d'ordre pratique, relocaliser si possible des populations vivant dans les zones à très forts risques (bords de rivières ou de ravines).